



Motion adoptée par la Fédération SUD Collectivités Territoriales réunie en congrès

ANTIFASCISTES TANT QU'IL LE FAUDRA !

La progression de l'extrême droite lors des élections municipales ne tombe pas du ciel, elle est notamment le produit direct des politiques antisociales menées au service des plus riches, qui organisent la précarité, détruisent les services publics et fracturent la société et le monde du travail. Elle est également le fruit du racisme, de la xénophobie et de notre histoire coloniale.

Les résultats du 1^{er} tour en sont une illustration concrète.

Dans ses implantations de longue date, comme à Hénin-Beaumont, Fréjus, Beaucaire, Béziers, Moissac..., l'extrême droite consolide son pouvoir dès le 1^{er} tour avec des scores dépassant parfois les 70%, traduisant un ancrage durable et une normalisation politique.

Dans le Sud-Est, elle était en situation de conquérir ou de partager le pouvoir dans de grandes villes : de Toulon à Nice, en passant par Marseille, ou Carpentras. Les alliances avec une partie de la droite accélèrent cette dynamique, en légitimant ses idées et en brouillant les repères politiques.

À l'arrivée ce sont près de 30 communes qui ont élu un·e maire d'extrême droite dès le premier tour. Et une quarantaine de plus au deuxième tour. Le RN renforce de manière inédite sa position dans les zones où il était déjà bien implanté, notamment le pourtour méditerranéen et le Nord au sens large.

Même si on est loin du raz de marée annoncé, la progression est sans précédent et elle n'augure rien de bon pour les années à venir et les échéances électorales de 2027.

Les gouvernements successifs et Macron, mais aussi les responsables politiques des partis dits « traditionnels », en portent la responsabilité, en affaiblissant les solidarités collectives, en mettant en œuvre des politiques toujours plus sécuritaires et austéritaires et en désignant des boucs émissaires, ils nourrissent le terreau sur lequel prospère l'extrême droite. De plus, la grande bourgeoisie, le patronat et leurs relais médiatiques font désormais le choix assumé de s'appuyer sur elle pour maintenir les acquis de leur camp. Voire, la confiance aidant, pour en conquérir de nouveaux.

L'affaire de la mort du militant néo-nazi à Lyon rappelle que l'extrême droite n'est pas seulement une force électorale : c'est un mouvement structuré, qui recourt très régulièrement à la violence physique et politique. **Ces actes s'inscrivent dans un climat de banalisation de l'extrême droite et de ses idées, entretenu par certains responsables politiques et médiatiques, qui inversent les responsabilités et criminalisent notre camp social. Le paroxysme en étant l'affirmation selon laquelle « les nouveaux fascistes ce sont les antifas... ».**

Cela ouvre la voie à des politiques locales autoritaires, antisociales et discriminatoires, directement dirigées contre les services publics et les populations les plus précaires et particulièrement les femmes racisées, mais aussi contre les agent·e·s territoriaux.

Dans les collectivités où elle est au pouvoir, l'extrême droite mène une politique brutale : remise en cause des droits des agent·e·s, répression syndicale, mise au pas des services, attaques contre la culture et les solidarités, discriminations systématiques. Elle impose un climat de peur, d'autoritarisme, de répression et de division incompatible avec les valeurs que nous portons.

31, rue de la Grange aux Belles 75010 Paris - Tél : 01 58 39 32 09
site : www.sud-ct.fr - mail : contact@sud-ct.org

Nous, Fédération SUD Collectivités Territoriales, réaffirmons que l'antifascisme est indissociable de notre projet syndical. Il ne s'agit pas d'une posture mais d'un engagement concret, quotidien, pour défendre les droits des travailleurs et travailleuses, nos libertés publiques et l'égalité de traitement pour toutes et tous.

Face à l'extrême droite, il ne peut y avoir ni neutralité ni compromis.

Nous, Fédération SUD Collectivités Territoriales, réaffirmons notre engagement dans un syndicalisme de lutte, antifasciste, antiraciste et émancipateur.

Nous appelons :

- À ne donner aucune voix à l'extrême droite lors de toutes les échéances électorales à venir ;
- À combattre l'extrême droite dans les services, les collectivités et les espaces publics ;
- À s'attaquer à ses causes profondes : les inégalités, l'exploitation et les politiques au service des plus riches.
- À soutenir les agent·e·s, militant·e·s et structures visé·es par des attaques ou des violences d'extrême droite ;
- À renforcer l'implantation syndicale et les solidarités concrètes dans les lieux de travail ;
- À développer les mobilisations contre les politiques antisociales qui nourrissent sa progression ;
- À contribuer à l'organisation d'un front large et unitaire ayant pour objectif principal de lutter contre l'extrême droite et ses idées, de manière concrète et offensive.

C'est par nos luttes, nos mobilisations et notre capacité à construire un rapport de force que nous pourrons inverser la tendance.

On ne baissera pas les bras ! Antifascistes tant qu'il le faudra !

Le 27 mars 2026
à Erdeven
La Fédération SUD CT, réunie en congrès

